

# FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME...

**Proposition motivée au Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté par M. Bakounine Genève (1)**

Deuxième partie:

## LE FÉDÉRALISME

Nous sommes heureux de pouvoir déclarer que ce principe a été unanimement acclamé par le congrès de Genève. La Suisse même, qui, d'ailleurs, le pratique aujourd'hui avec tant de bonheur, y a adhéré sans restriction aucune et l'a accepté dans toute la largeur de ses conséquences. Malheureusement, dans les résolutions du congrès, ce principe a été très mal formulé et ne se trouve même qu'indirectement mentionné, d'abord à l'occasion de la Ligue que nous devons établir, et plus bas, en rapport avec le journal que nous devons rédiger sous le nom «*d'États-Unis de l'Europe*», tandis qu'il aurait dû, selon nous, occuper la première place dans notre déclaration de principes.

C'est une lacune très fâcheuse et que nous devons nous empresser de combler. Conformément au sentiment unanime du congrès de Genève, nous devons proclamer:

1- Que pour faire triompher la liberté, la justice et la paix dans les rapports internationaux de l'Europe, pour rendre impossible la guerre civile entre les différents peuples qui composent la famille européenne, il n'est qu'un seul moyen: c'est de constituer les États-Unis de l'Europe.

2- Que les États de l'Europe ne pourront jamais se former avec les États tels qu'ils sont aujourd'hui constitués, vu l'inégalité monstrueuse qui existe entre leurs forces respectives.

3- Que l'exemple de la défunte *Confédération germanique* a prouvé d'une façon péremptoire qu'une confédération de monarchies est une dérision; qu'elle est impuissante à garantir soit la paix, soit la liberté des populations.

4- Qu'aucun État centralisé, bureaucratique et par là même militaire, s'appela-t-il même république, ne pourra entrer sérieusement et sincèrement dans une confédération internationale. Par sa constitution, qui sera toujours une négation ouverte ou masquée de la liberté à l'intérieur, il serait nécessairement une déclaration de guerre permanente, une menace contre l'existence des pays voisins. Fondé essentiellement sur un acte ultérieur de violence, la conquête, ou ce que dans la vie privée on appelle le vol avec effraction - acte béni par l'Église d'une religion quelconque, consacré par le temps et par là même transformé en droit historique -, et s'appuyant sur cette divine consécration de la violence triom-

(1) C'est le titre définitif adopté dans les épreuves corrigées; l'épreuve contenait le sous-titre: *Proposition des Russes, membres du comité central de la L. de la P. et de la L.* et le manuscrit de Bakounine (in-4, p.1) donne pour titre: *Proposition motivée des Russes, membres du comité permanent de la Ligue de la paix et de la liberté (appuyée par M. Alexandre Naquet, délégué français et par MM. Valérien Mroczkowski et Jean Zagorski, délégués polonais).*

phante comme sur un droit exclusif et suprême, chaque État centraliste se pose par là même comme une négation absolue du droit de tous les autres États, ne les reconnaissant jamais, dans les traités qu'il conclut avec eux, que dans un intérêt politique ou par impuissance.

5- Que tous les adhérents de la Ligue devront par conséquent tendre par tous leurs efforts à reconstituer leurs patries respectives, afin d'y remplacer l'ancienne organisation fondée, de haut en bas, sur la violence et sur le principe d'autorité, par une organisation nouvelle n'ayant d'autre base que les intérêts, les besoins et les attractions naturelles des populations, ni d'autre principe que la fédération libre des individus dans les communes, des communes dans les provinces (2), des provinces dans les nations, enfin de celles-ci dans les États-Unis de l'Europe d'abord et plus tard du monde entier.

6- Conséquemment, abandon absolu de tout ce qui s'appelle droit historique des États; toutes les questions relatives aux frontières naturelles, politiques, stratégiques, commerciales, devront être considérées désormais comme appartenant à l'histoire ancienne et repoussées avec énergie par tous les adhérents de la Ligue.

7- Reconnaissance du droit absolu de chaque nation, grande ou petite, de chaque peuple, faible ou fort, de chaque province, de chaque commune à une complète autonomie, pourvu que sa constitution intérieure ne soit pas une menace et un danger pour l'autonomie et la liberté des pays voisins.

8- De ce qu'un pays a fait partie d'un État, s'y fût-il même adjoint librement, il ne s'ensuit nullement pour lui l'obligation d'y rester toujours attaché. Aucune obligation perpétuelle ne saurait être acceptée par la justice humaine, la seule qui puisse faire autorité parmi nous, et nous ne reconnâtrons jamais d'autres droits, ni d'autres devoirs que ceux qui se fondent sur la liberté. Le droit de la libre réunion et de la sécession également libre est le premier, le plus important de tous les droits politiques; celui sans lequel la confédération ne serait jamais qu'une centralisation masquée.

9- Il résulte de tout ce qui précède que la Ligue doit franchement proscrire toute alliance de telle ou telle fraction nationale de la démocratie européenne avec les États monarchiques, quand même cette alliance aurait pour but de reconquérir l'indépendance ou la liberté d'un pays opprimé; - une telle alliance, ne pouvant amener qu'à des déceptions, serait en même temps une trahison contre la révolution.

10- Par contre la Ligue, précisément parce qu'elle est la *Ligue de la paix* et parce qu'elle est convaincue que la paix ne pourra être conquise et fondée que sur la plus intime et complète solidarité des peuples dans la justice et dans la liberté, doit proclamer hautement ses sympathies pour toute insurrection nationale contre toute oppression, soit étrangère, soit indigène, pourvu que cette insurrection se fasse au nom de nos principes et dans l'intérêt tant politique qu'économique des masses populaires, mais non avec l'intention ambitieuse de fonder un puissant État.

11- La Ligue fera une guerre à outrance à tout ce qui s'appelle gloire, grandeur et puissance des États. A toutes ces fausses et malfaisantes idoles auxquelles ont été immolés des millions de victimes humaines, nous opposerons les gloires de l'humaine intelligence se manifestant dans la science et d'une prospérité universelle fondée sur le travail, sur la justice et sur la liberté.

(2) L'illustre patriote italien Joseph Mazzini, dont l'idéal républicain n'est autre que la république française de 1793, refondue dans les traditions poétiques de Dante et dans les souvenirs ambitieux de Rome, souveraine du monde, puis revue et corrigée au point de vue d'une théologie nouvelle, à demi rationnelle et à demi mystique, ce patriote éminent, ambitieux, passionné et toujours exclusif, malgré tous les efforts qu'il a faits pour s'élever à la hauteur de la justice internationale, et qui a toujours préféré la grandeur et la puissance de sa patrie à son bien-être et à sa liberté - Mazzini a toujours été l'adversaire acharné de l'autonomie des provinces, qui dérangerait naturellement la sévère uniformité de son grand État italien. Il prétend que pour contrebalancer l'omnipotence de la république fortement constituée, l'autonomie des communes suffira. Il se trompe: aucune commune isolée ne serait capable de résister à la puissance de cette centralisation formidable; elle en serait écrasée. Pour ne point succomber dans cette lutte, elle devrait donc se fédérer, en vue d'une commune résistance, avec toutes les communes voisines, c'est-à-dire qu'elle devrait former avec elles une province autonome. En outre, du moment que les provinces ne seront point autonomes, il faudra les gouverner par des fonctionnaires de l'État. Entre le fédéralisme rigoureusement conséquent et le régime bureaucratique il n'y a point de milieu. D'où il résulte que la république voulue par Mazzini, serait un État bureaucratique et, par conséquent, militaire, fondé en vue de la puissance extérieure et non de la justice internationale ni de la liberté intérieure. En 1793, sous le régime de la Terreur, les communes de la France ont été reconnues autonomes, ce qui ne les a pas empêchées d'avoir été écrasées par le despotisme révolutionnaire de la Convention ou plutôt par celui de la Commune de Paris, dont Napoléon hérita naturellement.

12- La Ligue reconnaîtra la nationalité comme un fait naturel ; ayant incontestablement droit à une existence et à un développement libres, mais non comme un principe, tout principe devant porter le caractère de l'universalité et la nationalité n'étant au contraire qu'un fait exclusif, séparé. Ce pré-tendu principe de nationalité, tel qu'il a été posé de nos jours par les gouvernements de la France, de la Russie et de la Prusse et même par beaucoup de patriotes allemands, polonais, italiens et hongrois, n'est qu'un dérivatif opposé par la réaction à l'esprit de la révolution: éminemment aristocratique au fond, jusqu'à faire mépriser les dialectes des populations non lettrées, niant implicitement la liberté des provinces et l'autonomie réelle des communes, et soutenu dans tous les pays non par les masses populaires, dont il sacrifie systématiquement les intérêts réels à un soi-disant bien public, qui n'est jamais que celui des classes privilégiées, ce principe n'exprime rien que les prétendus droits historiques et l'ambition des États. Le droit de nationalité ne pourra donc jamais être considéré par la Ligue que comme une conséquence naturelle du principe suprême de la liberté, cessant d'être un droit du moment qu'il se pose soit contre la liberté, soit même seulement en dehors de la liberté.

13- L'unité est le but, vers lequel tend irrésistiblement l'humanité. Mais elle devient fatale, destructive de l'intelligence, de la dignité, de la prospérité des individus et des peuples, toutes les fois qu'elle se forme en-dehors de la liberté, soit par la violence, soit sous l'autorité d'une idée théologique, métaphysique, politique ou même économique quelconque. Le patriotisme qui tend à l'unité en dehors de la liberté, est un patriotisme mauvais, toujours funeste aux intérêts populaires et réels du pays qu'il prétend exalter et servir, ami, souvent sans le vouloir, de la réaction — ennemi de la révolution, c'est-à-dire de l'émancipation des nations et des hommes. La Ligue ne pourra reconnaître qu'une seule unité : celle qui se constituera librement par la fédération des parties autonomes dans le tout, de sorte que celui-ci, cessant d'être la négation des droits et des intérêts particuliers, cessant d'être le cimetière où viennent forcément s'enterrer toutes les prospérités locales, deviendra au contraire la confirmation et la source de toutes ces autonomies et de toutes ces prospérités. La Ligue attaquera donc vigoureusement toute organisation religieuse, politique, économique et sociale, qui ne sera pas absolument pénétrée par ce grand principe de la liberté: sans lui, point d'intelligence, point de justice, point de prospérité, point d'humanité.

Tels sont, messieurs, selon nous et sans doute aussi selon vous, les développements et les conséquences nécessaires de ce grand principe du Fédéralisme que le Congrès de Genève a hautement proclamé. Telles sont les conditions absolues de la paix et de la liberté.

Absolues, oui - mais sont-elles les seules? - Nous ne le pensons pas.

Les États du Sud, dans la grande confédération républicaine de l'Amérique du Nord, ont été, depuis l'acte d'indépendance des États républicains, démocrates par excellence (3) et fédéralistes jusqu'à vouloir la scission. Et pourtant ils se sont dernièrement attiré la réprobation de tous les partisans de la liberté et de l'humanité dans le monde, et ont manqué, par la guerre inique et sacrilège qu'ils ont fomentée contre les États républicains du Nord, de renverser et de détruire la plus belle organisation politique qui ait jamais existé dans l'histoire. Quelle peut être la cause d'un fait si étrange? Était-ce une cause politique? Non, elle était toute sociale. L'organisation politique intérieure des États du Sud a été même, sous plusieurs rapports, plus parfaite, plus complètement libre que celle des États du Nord. Seulement, dans cette organisation magnifique, il s'est trouvé un point noir comme dans les républiques de l'antiquité: la liberté des citoyens a été fondée sur le travail forcé des esclaves. - Ce point noir suffit pour renverser toute l'existence politique de ces États. Citoyens et esclaves, tel a été l'antagonisme dans le monde antique, comme dans les États à esclaves du Nouveau Monde. Citoyens et esclaves, c'est-à-dire, travailleurs forcés, esclaves, non de droit mais de fait - tel est l'antagonisme du monde moderne. Et comme les États antiques ont péri par l'esclavage, de même les États modernes périront par le prolétariat.

C'est en vain qu'on s'efforcera de se consoler par l'idée que c'est un antagonisme plutôt fictif que réel, ou qu'il est impossible d'établir une ligne de démarcation entre les classes possédantes et les classes dépossédées, ces deux classes se confondant l'une avec l'autre par une quantité de nuances intermédiaires et insaisissables. Dans le monde naturel ces lignes de démarcation n'existent pas non plus; dans la série ascendante des êtres, il est impossible de montrer par exemple le point où finit le règne végétal et où commence le règne animal, où cesse la bestialité et où commence l'humanité. Il

(3) On sait qu'en Amérique ce sont les partisans des intérêts du Sud contre le Nord, c'est-à-dire de l'esclavage contre l'émancipation des esclaves, qui s'appellent exclusivement démocrates.

n'en existe pas moins une différence très réelle entre la plante et l'animal, entre celui-ci et l'homme. De même dans l'humaine société, malgré les positions intermédiaires qui forment une transition insensible d'une existence politique et sociale à une autre, la différence des classes est néanmoins très marquée, et tout le monde saura distinguer l'aristocratie nobiliaire de l'aristocratie financière, la haute bourgeoisie de la petite bourgeoisie, et celle-ci des prolétaires des fabriques et des villes; aussi bien que le grand propriétaire de la terre, le rentier, le paysan propriétaire qui cultive lui-même la terre; le fermier du simple prolétaire de campagne.

Toutes ces différentes existences politiques et sociales se laissent aujourd'hui réduire à deux principales catégories, diamétralement opposées l'une à l'autre, et ennemies naturelles l'une de l'autre: les classes politiques (4), composées de tous les privilégiés tant de la terre que du capital, ou même seulement de l'éducation bourgeoise (5), - et les classes ouvrières déshéritées aussi bien du capital que de la terre, et privées de toute éducation et de toute instruction.

Il faudrait être un sophiste ou un aveugle pour nier l'existence de l'abîme qui sépare aujourd'hui ces deux classes. Comme dans le monde antique, notre civilisation moderne, comprenant une minorité comparativement fort restreinte de citoyens privilégiés, a pour base le travail forcé (par la faim) de l'immense majorité des populations, vouées fatalement à l'ignorance et à la brutalité.

C'est en vain aussi qu'on s'efforcera de se persuader que cet abîme pourra être comblé par la simple diffusion des lumières dans les masses populaires. Il est très bien de fonder des écoles pour le peuple; encore faut-il se demander, si l'homme du peuple, vivant du jour au jour et nourrissant sa famille du travail de ses bras, privé lui-même d'instruction et de loisir, et forcé à se laisser assommer et abrutir par le travail pour assurer aux siens le pain du lendemain; il faut se demander, s'il a seulement la pensée, le désir et même la possibilité d'envoyer ses enfants à l'école et de les entretenir pendant tout le temps de leur instruction? N'aura-t-il pas besoin du concours de leurs faibles bras, de leur travail enfantin, pour subvenir à tous les besoins de sa famille? Ce sera beaucoup s'il pousse le sacrifice jusqu'à les faire étudier, un an ou deux, leur laissant à peine le temps nécessaire pour apprendre à lire, à écrire, à compter et à se laisser empoisonner l'intelligence et le cœur par le catéchisme chrétien, qu'on distribue sciemment et avec une si large profusion dans les écoles populaires officielles de tous les pays. Ce peu d'instruction sera-t-il jamais en état d'élever les masses ouvrières au niveau de l'intelligence bourgeoise? L'abîme sera-t-il comblé?

Il est évident que la question si importante de l'instruction et de l'éducation populaires dépend de la solution de cette autre question bien autrement difficile d'une réforme radicale dans les conditions économiques actuelles des classes ouvrières. - Relevez les conditions du travail, rendez au travail tout ce qui d'après la justice revient au travail, et par cela même donnez au peuple la sécurité, l'aisance, le loisir, et alors, croyez-le bien, il s'instruira, il créera une civilisation plus large, plus saine, plus élevée que la vôtre.

C'est en vain aussi qu'on se dirait avec les économistes que l'amélioration de la situation économique des classes ouvrières dépend du progrès général de l'industrie et du commerce dans chaque pays et de leur complète émancipation de la tutelle et de la protection des États. La liberté de l'industrie et du commerce est certainement une bien grande chose et l'un des fondements essentiels de la future alliance internationale de tous les peuples du monde. Amis de la liberté quand même, de toutes les libertés, nous devons l'être également de celles-ci. Mais d'un autre côté nous devons reconnaître que tant qu'existeront les États actuels et tant que le travail continuera d'être le serf de la propriété et du capital, cette liberté, en enrichissant une minime portion de la bourgeoisie au détriment de l'immense majorité des populations, ne produira qu'un seul bien: celui d'énerver et de démoraliser plus complètement le petit nombre des privilégiés, d'augmenter la misère, les griefs et la juste indignation des masses ouvrières, et par là même de rapprocher l'heure de la destruction des États.

L'Angleterre, la Belgique, la France, l'Allemagne sont certainement les pays de l'Europe où le commerce et l'industrie jouissent comparativement de la plus grande liberté, ont atteint le plus haut degré de développement. Et précisément ce sont aussi les pays où le paupérisme se sent de la manière la plus

(4) (Leg. privilégiées?)

(5) A défaut même de tout autre bien, cette éducation bourgeoise, avec l'aide de la solidarité qui relie tous les membres du monde bourgeois, assure à quiconque l'a reçue, un privilège énorme dans la rémunération de son travail, - le travail des bourgeois le plus médiocre se payant presque toujours trois, quatre fois plus que celui de l'ouvrier le plus intelligent.

cruelle, où l'abîme entre les capitalistes et les propriétaires d'un côté et les classes ouvrières de l'autre semble s'être élargi à un point inconnu dans d'autres pays. En Russie, dans les pays Scandinaves, en Italie, en Espagne, où le commerce et l'industrie sont peu développés, à moins de quelque catastrophe extraordinaire, on meurt rarement de faim. En Angleterre, la mort par la faim est un fait journalier. Et ce ne sont pas seulement des individus isolés, ce sont des milliers, des dizaines, des centaines de milliers qui en meurent. N'est-il pas évident que, dans l'état économique qui prévaut actuellement dans tout le monde civilisé, la liberté et le développement du commerce et de l'industrie, les applications merveilleuses de la science à la production, les machines mêmes qui ont pour mission d'émanciper le travailleur, en allégeant le travail humain, que toutes ces inventions, ce progrès, dont s'enorgueillit à juste titre l'homme civilisé, loin d'améliorer la situation des classes ouvrières ne font que l'empirer et la rendre plus insupportable encore.

La seule Amérique du Nord fait encore en grande partie exception à cette règle. Mais loin de la renverser, cette exception même la confirme. Si les ouvriers y sont mieux rétribués qu'en Europe et si personne n'y meurt de faim, si, en même temps, l'antagonisme des classes n'y existe encore presque pas, si tous les travailleurs sont citoyens et si la masse des citoyens y constitue proprement un seul corps, enfin si une forte instruction primaire et même secondaire y est largement répandue dans les masses, il faut l'attribuer sans doute en bonne partie à cet esprit traditionnel de liberté que les premiers colonis ont importé d'Angleterre: suscité, éprouvé, raffermi dans les grandes luttes religieuses, ce principe de l'indépendance individuelle et du self-government communal et provincial, se trouve encore favorisé par cette rare circonstance, que transplanté dans un désert, délivré pour ainsi dire des obsessions du passé, il peut créer un monde nouveau - le monde de la liberté. Et la liberté est une si grande magicienne, elle est douée d'une productivité tellement merveilleuse, que se laissant inspirer par elle seule, en moins d'un siècle, l'Amérique du Nord a pu atteindre, et on pourrait dire aujourd'hui, même dépasser la civilisation de l'Europe. Mais il ne faut pas s'y tromper, ces progrès merveilleux et cette prospérité si enviable sont dus en grande partie et surtout à un important avantage que l'Amérique a de commun avec la Russie: nous voulons parler de l'immense quantité de terres fertiles et qui faute de bras restent encore aujourd'hui sans culture. Jusqu'à présent du moins, cette grande richesse territoriale a été presque perdue pour la Russie, parce que nous n'avons jamais eu de liberté. Il en a été autrement dans l'Amérique du Nord qui, par une liberté telle qu'elle n'existe nulle autre part, attire chaque année des centaines de milliers de colons énergiques, industriels et intelligents, et qui, grâce à cette richesse, peut les recevoir dans son sein. Elle en éloigne en même temps le paupérisme et retarde le moment où sera posée la question sociale: un ouvrier qui ne trouve pas de travail, ou qui est mécontent du salaire que lui offre le capital, peut à la rigueur toujours émigrer au far-west pour y défricher quelque terre sauvage et inoccupée. Cette possibilité, restant toujours ouverte comme un pis-aller à tous les ouvriers d'Amérique, y maintient naturellement le salaire à une hauteur et donne à chacun une indépendance inconnues en Europe. Tel est l'avantage, mais voici le désavantage: le bon marché des produits de l'industrie s'obtenant en grande partie par le bon marché du travail, les fabricants américains, dans la plupart des occasions, ne sont pas en état de lutter avec les fabricants de l'Europe, - d'où résulte, pour l'industrie des États du Nord, la nécessité d'un tarif protectionniste. Mais celui-ci a pour résultat d'abord de créer une foule d'industries artificielles et surtout d'opprimer et de ruiner les États non manufacturiers du Sud et de leur faire désirer la sécession; enfin d'agglomérer dans les villes comme New York, Philadelphie, Boston et tant d'autres des masses ouvrières prolétaires qui peu à peu commencent à se trouver déjà dans une situation analogue à celle des ouvriers dans les grands États manufacturiers de l'Europe. - Et nous voyons en effet la question sociale se poser déjà dans les États du Nord, comme elle s'est posée bien avant chez nous.

Ainsi en règle générale, force nous est bien de reconnaître que dans notre monde moderne sinon tout à fait, comme dans le monde antique, la civilisation d'un petit nombre est néanmoins encore fondée sur le travail forcé et sur la barbarie relative du grand nombre. Il serait injuste de dire que cette classe privilégiée soit étrangère au travail; au contraire, de nos jours on y travaille beaucoup, le nombre des absolument désœuvrés diminue d'une manière sensible, on commence à y tenir en honneur le travail; car les plus heureux comprennent aujourd'hui que pour rester à la hauteur de la civilisation actuelle, pour savoir profiter même de leurs privilèges et pour pouvoir les garder, il faut travailler beaucoup. Mais il y a cette différence entre le travail des classes aisées et celui des classes ouvrières, que le premier étant rétribué dans une proportion infiniment plus forte que le second, il laisse à ses privilégiés le loisir cette condition suprême de tout humain développement tant intellectuel que moral - condition qui ne s'est jamais réalisée pour les classes ouvrières. Ensuite, le travail qui se fait dans ce monde des privilégiés, est presque exclusivement un travail nerveux - c'est-à-dire celui de l'imagination, de la mémoire et de la pensée; tandis que le travail des millions de prolétaires est un travail musculaire, et souvent,

comme dans toutes les fabriques, par exemple, un travail qui n'exerce pas tout le système musculaire de l'homme à la fois, mais en développe seulement une partie au détriment de toutes les autres, et se fait en général dans des conditions nuisibles à la santé du corps et contraires à son développement harmonique. Sous ce rapport, le travailleur de la terre est beaucoup plus heureux: sa nature, non viciée par l'atmosphère étouffante et souvent empoisonnée des usines et des fabriques, ni contrefaite par le développement anormal d'une de ses forces aux dépens des autres, reste plus vigoureuse, plus complète, mais en revanche, son intelligence est presque toujours plus stationnaire, plus lourde et beaucoup moins développée que celle des ouvriers des fabriques et des villes.

Somme toute, travailleurs de métiers et d'usines et travailleurs de la terre forment ensemble une seule et même catégorie, représentant le travail des muscles et opposée aux représentants privilégiés du travail nerveux. Quelle est la conséquence de cette division non fictive, mais très réelle et qui constitue le fond même de la situation actuelle tant politique que sociale.

Aux représentants privilégiés du travail nerveux - qui par parenthèse, dans l'organisation actuelle de la société, sont appelés à le représenter non parce qu'ils seraient les plus intelligents, mais seulement parce qu'ils sont nés au milieu de la classe privilégiée - à eux tous les bienfaits, mais aussi toutes les corruptions de la civilisation actuelle, la richesse, le luxe, le confort, le bien-être, les douceurs de la famille, la liberté politique exclusive avec la faculté d'exploiter le travail des millions d'ouvriers et de les gouverner à leur guise et dans leur intérêt propre - toutes les créations, tous les raffinements de l'imagination et de la pensée... et avec le pouvoir de devenir des hommes complets, tous les poisons de l'humanité pervertie par le privilège.

Aux représentants du travail musculaire, à ces innombrables millions de prolétaires ou même de petits propriétaires de la terre, que reste-t-il? une misère sans issue, pas même les joies de la famille, car la famille pour le pauvre devient vite un fardeau, l'ignorance, une barbarie et nous dirions presque une bestialité forcée avec la consolation qu'ils servent de piédestal à la civilisation, à la liberté et à la corruption d'un petit nombre. Par contre ils ont conservé une fraîcheur d'esprit et de cœur. Moralises par le travail même forcé, ils ont gardé un sens de justice bien autrement juste que la justice des jurisconsultes et des codes; misérables eux-mêmes, ils compatissent à toutes misères, ils ont conservé un bon sens non corrompu par les sophismes de la science doctrinaire ou par les mensonges de la politique - et comme ils n'ont pas encore abusé, ni même usé de la vie, ils ont foi dans la vie.

Mais, dira-t-on, ce contraste, cet abîme entre le petit nombre de privilégiés et l'immense nombre de déshérités a toujours existé, il existe encore: qu'y a-t-il donc de changé? Il y a ceci de changé, que jadis cet abîme a été comblé par les nuages de la religion, de sorte que les masses populaires ne le voyaient pas; et aujourd'hui, depuis que la grande Révolution a commencé à dissiper ces nuages, elles commencent, elles aussi, à le voir et à en demander la raison. Ceci est immense.

Depuis que la Révolution a fait tomber dans les masses son Évangile, non mystique mais rationnel, non céleste mais terrestre, non divin mais humain - son Évangile des droits de l'homme; depuis qu'elle a proclamé que tous les hommes sont égaux, tous également appelés à la liberté et à l'humanité -, les masses populaires dans toute l'Europe, dans tout le monde civilisé, se réveillant peu à peu du sommeil qui les avait tenues enchaînées depuis que le Christianisme les avait endormies de ses pavots, commencent à se demander si elles aussi n'ont pas droit à l'égalité, à la liberté et à l'humanité?

Du moment que cette question fut posée, le peuple partout dirigé par son bon sens admirable aussi bien que par son instinct, a compris, que la première condition de son émancipation réelle, ou si vous voulez me permettre ce mot, de son humanisation, c'était avant tout une réforme radicale de ses conditions économiques. La question du pain est pour lui à juste titre la première question, car Aristote l'a déjà remarqué: l'homme, pour penser, pour sentir librement, pour devenir un homme, doit être libre des préoccupations de la vie matérielle. D'ailleurs les bourgeois qui crient si fort contre le matérialisme du peuple, et qui lui prêchent les abstinences de l'idéalisme, le savent très bien, car ils prêchent de paroles, non d'exemple. La seconde question pour le peuple est celle de loisirs après le travail, condition sine-qua-non de l'humanité; mais pain et loisir ne peuvent jamais être pour lui obtenus que par une transformation radicale de l'organisation actuelle de la société, ce qui explique pourquoi la Révolution, poussée par une conséquence logique de son propre principe, a donné naissance au socialisme.

*(A suivre).*